

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

JPMORGAN CHASE BANK, NATIONAL ASSOCIATION

Siège social : 270 Park Avenue, New York U.S.A.
Succursale en France : JPMCB Paris.
Adresse de la succursale : 14, place Vendôme, 75001 Paris.
Dotation de l'agence française : 175 152 685 euros.
712 041 334 R.C.S. Paris.

Extrait du rapport annuel de JPMORGAN CHASE & CO NY 2016.

I. — Bilan consolidé au 31 décembre 2016.

(En millions de dollars sauf pour les montants par action.)

	2016	2015
Actifs :		
Liquidités et créances sur les banques	23 873	20 490
Dépôts bancaires	365 762	340 015
Fonds fédéraux cédés et titres acquis dans le cadre de contrats de revente (dont 21 506 \$ et 23 141 \$ à leur juste valeur)	229 967	212 575
Titres empruntés (dont 0 \$ et 992 \$ à leur juste valeur)	96 409	98 721
Actifs de transaction (dont actifs donnés en garantie pour 115 847 \$ et 115 284 \$)	372 130	343 839
Titres (dont 238 891 \$ et 241 754 \$ à leur juste valeur et 16 115 \$ et 14 883 \$ d'actifs nantis)	289 059	290 827
Prêts (dont 2 230 \$ et 2 861 \$ à leur juste valeur)	894 765	837 299
Provision pour pertes sur prêts	- 13 776	- 13 555
Prêts, nets de provision pour pertes sur prêts	880 989	823 744
Intérêts courus et créances à percevoir	52 330	46 605
Locaux et équipements	14 131	14 362
Valeur économique des éléments incorporels (Goodwill)	47 288	47 325
Droits au titre de la gestion de prêts hypothécaires	6 096	6 608
Autres immobilisations incorporelles	862	1 015
Autres actifs (dont 7 557 \$ et 7 604 \$ à leur juste valeur et actifs nantis pour 1 603 \$ et 1 286 \$)	112 076	105 572
Total de l'actif	2 490 972	2 351 698
Passif :		
Dépôts (dont 13 912 \$ et 12 516 \$ à leur juste valeur)	1 375 179	1 279 715
Fonds fédéraux acquis et titres prêtés ou cédés dans le cadre de contrats de rachat (dont 687 \$ et 3 526 \$ à leur juste valeur)	165 666	152 678
Effets de commerce	11 738	15 562
Autres fonds empruntés (dont 9 105 \$ et 9 911 \$ à leur juste valeur)	22 705	21 105
Passifs de transaction	136 659	126 897
Comptes débiteurs et passifs divers (dont 9 120 \$ et 4 401 \$ à leur juste valeur)	190 543	177 638
Intérêts bénéficiaires émis par des entités à intérêts variables consolidées (VIE) (dont 120 \$ et 787 \$ à leur juste valeur)	39 047	41 879
Dette à long terme (dont 37 686 \$ et 33 065 \$ à leur juste valeur)	295 245	288 651
Total du passif (a)	2 236 782	2 104 125
Engagements et passifs éventuels (voir notes 29, 30 et 31)		
Capitaux propres :		

Actions privilégiées (valeur d'1 \$, 200 000 000 d'actions autorisées, 2 606 750 actions émises)	26 068	26 068
Actions ordinaires (valeur d'1 \$, 9 000 000 000 d'actions autorisées, 4 104 933 895 actions émises)	4 105	4 105
Excédent de capital	91 627	92 500
Bénéfices non distribués	162 440	146 420
Autre résultat global cumulé	- 1 175	192
Actions détenues dans le Trust RSU, à leur coût d'achat (472 953 actions)	- 21	- 21
Actions propres, au coût d'achat (534 744 003 et 441 459 392 actions)	- 28 854	- 21 691
Total des capitaux propres	254 190	247 573
Total du passif et des capitaux propres	2 490 972	2 351 698

(a) Le tableau suivant présente les informations sur les actifs et les passifs se rapportant au (x) VIE (s) qui sont consolidées par la Société aux dates du 31 décembre 2016 et 2015. La différence entre le total des actifs et des passifs des VIE représente les participations de la Société dans ces entités, qui ont été éliminées dans la consolidation.

	2016	2015
Actifs :		
Actifs de transaction	3 185	3 736
Prêts	76 614	75 104
Tous les autres actifs	3 321	2 765
Total des actifs	82 120	81 605
Passifs :		
Participations bénéficiaires émises par les entités à participation variable (VIE) consolidées	39 047	41 879
Tous les autres passifs	490	809
Total des passifs	39 537	42 688

Les actifs des VIEs consolidées sont utilisés pour régler les passifs de ces entités. Les détenteurs de participations ne recourent pas au crédit général de JPMorgan Chase. Aux 31 décembre 2016 et 2015, la Société a augmenté le programme de crédit limité respectivement de 2,4 milliards et de 2 milliards de dollars, concernant les conduits multi-cédants gérés par la Société qui sont éliminés de la consolidation. Pour de plus amples informations, se reporter à la Note 16 du présent Rapport Annuel.

II. — Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2016.

(En millions de dollars, sauf pour les montants par action.)

	2016	2015	2014
Produits :			
Commissions sur activités de banque d'investissement	6 448	6 751	6 542
Transactions principales	11 556	10 408	10 531
Commissions sur prêts et dépôts	5 774	5 694	5 801
Gestion d'actifs, administration et commissions	14 591	15 509	15 931
Gains sur titres	141	202	77
Commissions sur prêts hypothécaires et revenus assimilés	2 491	2 513	3 563
Revenus de l'activité cartes de crédit	4 779	5 924	6 020
Autres produits	3 795	3 032	3 013
Produits hors intérêts	49 585	50 033	51 478
Produits d'intérêts	55 901	50 973	51 531
Charges d'intérêts	9 818	7 463	7 897
Produits d'intérêts nets	46 083	43 510	43 634
Total produits nets	95 668	93 543	95 112
Provisions pour pertes sur crédit	5 361	3 827	3 139
Charges hors intérêts :			
Charges de personnel	29 979	29 750	30 160
Charges locatives	3 638	3 768	3 909
Charges de technologie, de communication et d'équipement	6 846	6 193	5 804
Honoraires et services externes	6 655	7 002	7 705

Marketing	2 897	2 708	2 550
Autres charges	5 756	9 593	11 146
Total des charges hors intérêts	55 771	59 014	61 274
Résultat avant impôt	34 536	30 702	30 699
Impôt	9 803	6 260	8 954
Résultat net	24 733	24 442	21 745
Résultat net attribuable aux actions ordinaires	22 406	20 077	16 557
Résultat net par action ordinaire :			
Bénéfices par action avant dilution	6,24	6,05	5,33
Bénéfices par action après dilution	6,19	6,00	5,29
Nombre moyen d'actions avant dilution	3 618,5	3 700,4	3 763,5
Nombre moyen d'actions après dilution	3 649,8	3 732,8	3 797,5
Dividendes en numéraire déclarés par action ordinaire	1,88	1,72	1,58

III. — Compte de résultat global consolidé au 31 décembre 2016.

(En millions de dollars.)

	2016	2015	2014
Résultat net	24 733	24 442	21 745
Autre résultat/ (perte) global (e), après-impôt :			
Bénéfices/ (pertes) non réalisé (e)s sur les titres AFS	- 1 105	- 2 144	1 975
Ajustements de conversion, nets de couvertures	- 2	- 15	- 11
Couvertures des flux de trésorerie	56	51	44
Régime de prestations définies et plans OPEB	- 28	111	- 1 018
Ajustement valeur de la dette pour les dettes à la juste valeur	- 330		
Total des autres revenus/ (pertes) globaux, après-impôt	- 1 521	- 1 997	990
Résultat global	23 212	22 445	22 735

IV. — États des variations des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2016.

(En millions de dollars, sauf pour les montants par action.)

	2016	2015	2014
Actions privilégiées :			
Solde au 1 ^{er} janvier	26 068	20 063	11 158
Émission d'actions privilégiées		6 005	8 905
Solde au 31 décembre	26 068	26 068	20 063
Actions ordinaires :			
Solde au 1 ^{er} janvier et au 31 décembre	4 105	4 105	4 105
Excédent de capital :			
Solde au 1 ^{er} janvier	92 500	93 270	93 828
Actions émises et engagements à émettre des actions ordinaires au titre de la rémunération en actions du personnel et impact fiscal	- 334	- 436	- 508
Divers	- 539	- 334	- 50
Solde au 31 décembre	91 627	92 500	93 270
Bénéfices non distribués :			
Solde au 1 ^{er} janvier	146 420	129 977	115 435
Effet cumulé de la modification du principe comptable	- 154		
Résultat net	24 733	24 442	21 745
Dividendes déclarés :			
Actions privilégiées	- 1 647	- 1 515	- 1 125

Actions ordinaires (respectivement 1,88 \$, 1,72 \$ et 1,58 \$ par action pour les exercices 2016, 2015 et 2014)	- 6 912	- 6 484	- 6 078
Solde au 31 décembre	162 440	146 420	129 977
Autres éléments du résultat global cumulé :			
Solde au 1 ^{er} janvier	192	2 189	1 199
Effet cumulé du changement de principe comptable	154		
Autre résultat global/ (déficit)	- 1 521	- 1 997	990
Solde au 31 décembre	- 1 175	192	2 189
Actions détenues dans le Trust RSU, au prix d'achat :			
Solde au 1 ^{er} janvier et au 31 décembre	- 21	- 21	- 21
Actions propres, au coût d'achat :			
Solde au 1 ^{er} janvier	- 21 691	- 17 856	- 14 847
Acquisition d'actions propres	- 9 082	- 5 616	- 4 760
Réémission d'actions propres	1 919	1 781	1 751
Solde au 31 décembre	- 28 854	- 21 691	- 17 856
Total des capitaux propres	254 190	247 573	231 727

V. — État consolidé des flux de trésorerie au 31 décembre 2016.

(En millions de dollars.)

	2016	2015	2014
Activités d'exploitation :			
Résultat net	24 733	24 442	21 745
Ajustements visant à rapprocher le résultat net de la trésorerie nette provenant de (affectée à) l'exploitation :			
Provision pour pertes sur crédit	5 361	3 827	3 139
Dépréciation et amortissement	5 478	4 940	4 759
Charge d'impôts différés	4 651	1 333	4 362
Autre	1 799	1 785	2 113
Constitution et achats de prêts détenus pour la vente	- 61 107	- 48 109	- 67 525
Produits des ventes, titrisations et remboursements des prêts détenus pour la vente	60 196	49 363	71 407
Évolution nette dans :			
Actifs de transaction	- 20 007	62 212	- 24 814
Titres empruntés	2 313	12 165	1 020
Intérêts courus et comptes créditeurs	- 5 815	22 664	- 3 637
Autres actifs	- 4 517	- 3 701	- 9 166
Passif de transaction	5 198	- 28 972	26 818
Comptes débiteurs et autres dettes	3 740	- 23 361	6 058
Autres ajustements d'exploitation	- 1 827	- 5 122	314
Trésorerie nette provenant des activités d'exploitation	20 196	73 466	36 593
Activités d'investissement :			
Évolution nette dans :			
Dépôts bancaires	- 25 747	144 462	- 168 426
Fonds fédéraux vendus et titres acquis dans le cadre de contrats de revente	- 17 468	3 190	30 848
Titres détenus jusqu'à échéance :			
Produits des remboursements et des titres arrivés à échéance	6 218	6 099	4 169
Achats	- 143	- 6 204	- 10 345
Titres disponibles à la vente :			
Produits des remboursements et des titres arrivés à échéance	65 950	76 448	90 664
Produits des ventes	48 592	40 444	38 411
Achats	- 123 959	- 70 804	- 121 504

Produits des ventes et titrisations des prêts détenus à des fins d'investissement	15 429	18 604	20 115
Autre évolution nette des prêts	- 80 996	- 108 962	- 51 749
Toutes les autres activités d'investissement, nettes	- 2 825	3 703	2 181
Trésorerie nette provenant de (affectée aux activités d'investissement)	- 114 949	106 980	- 165 636
Activités de financement :			
Évolution nette dans :			
Dépôts	97 336	- 88 678	89 346
Fonds fédéraux acquis et titres prêtés ou vendus dans le cadre de contrats de rachat	13 007	- 39 415	10 905
Effets de commerce et autres fonds empruntés	- 2 461	- 57 828	9 242
Intérêts bénéficiaires émis par des VIE consolidées	- 5 707	- 5 632	- 834
Produits d'emprunts à long terme	83 070	79 611	78 515
Palements d'emprunts à long terme	- 68 949	- 67 247	- 65 275
Produits de l'émission d'actions privilégiées		5 893	8 847
Actions propres et bons de souscription rachetés	- 9 082	- 5 616	- 4 760
Dividendes versés	- 8 476	- 7 873	- 6 990
Toutes les autres activités de financement, nettes	- 467	- 726	- 768
Trésorerie nette provenant des (affectée aux activités de financement)	98 271	- 187 511	118 228
Effet de la fluctuation des taux de change sur les liquidités et créances sur les banques	- 135	- 276	- 1 125
Augmentation (diminution) nette des liquidités et créances sur les banques	3 383	- 7 341	- 11 940
Liquidités et créances sur les banques au début de l'exercice	20 490	27 831	39 771
Liquidités et créances sur les banques à la fin de l'exercice	23 873	20 490	27 831
Intérêts en espèces payés	9 508	7 220	8 194
Impôts en espèces payés, nets	2 405	9 423	1 392

Les notes et annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

VI. — Annexes (extraits).

JPMorgan Chase & Co (« JP Morgan Chase » ou la « Société »), société de holding financière immatriculée dans l'État du Delaware en 1968, est une entreprise majeure du secteur des services financiers et compte parmi les plus grandes institutions bancaires des États-Unis (« U.S.A. »), avec des opérations dans le monde entier. La Société fait partie des leaders dans les domaines de la banque d'investissement, des services financiers aux consommateurs et petites entreprises, de la banque commerciale, du traitement des transactions financières et de la gestion d'actifs.

Les politiques comptables et de reporting financier de JPMorgan Chase et de ses filiales sont conformes aux principes comptables généralement admis aux États-Unis (« GAAP U.S. »). Elles sont également conformes aux directives, le cas échéant, des autorités de réglementation en matière de comptabilité et de reporting financier.

Certains montants relatifs aux exercices antérieurs ont été reclassés afin de respecter la présentation actuelle.

Consolidation.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de JPMorgan Chase et d'autres entités dans lesquelles la Société détient une participation de contrôle. Tous les soldes et transactions inter sociétés importants ont été supprimés.

Les actifs détenus pour des clients par la Société, en qualité de mandataire ou fiduciaire, ne sont pas des actifs de JPMorgan Chase et ne figurent donc pas au bilan consolidé.

La Société détermine si elle possède une participation de contrôle dans une entité en évaluant tout d'abord si l'entité est une entité avec droit de vote ou une entité à intérêts variables (VIE).

Au 1^{er} janvier 2016, la Société a adopté une nouvelle ligne directrice comptable relative à la consolidation d'entités légales telles que des sociétés en commandite, sociétés à responsabilité limitée et structures de titrisation. Cette ligne directrice a supprimé le report du FASB en février 2010 pour certains fonds de placement, y compris les fonds communs de placement, les fonds d'investissement privé et les hedge funds. Elle modifie également l'évaluation des honoraires payés à un décideur ou prestataire de services, et exonère certains fonds du marché monétaire de la consolidation. Par ailleurs, les fonds de gestion d'actifs structurés en sociétés en commandite ou certaines sociétés à responsabilité limitée sont désormais évalués pour les besoins de la consolidation en tant qu'entités avec droit de vote, si les associés ou membres non dirigeants ont la capacité de retirer à la Société son statut d'associé commandité ou de membre dirigeant sans motif, sur la base d'un simple vote majoritaire, ou si les associés ou membres non dirigeants ont le droit de participer à des décisions importantes. En conséquence, la Société ne consolide pas ces entités avec droit de vote. Cependant, dans les rares cas où les partenaires ou membres non dirigeants ne disposent pas de tels droits de retrait ou de participation, la Société évalue les fonds comme des VIE et les consolide si elle possède le statut d'associé commandité ou de membre dirigeant ainsi que des intérêts

variables potentiellement significatifs. L'adoption de cette ligne directrice n'a eu aucun impact important sur les états financiers consolidés de la Société.

Utilisation de prévisions budgétaires dans l'établissement des états financiers consolidés.

L'établissement des états financiers consolidés exige que la direction établisse des prévisions et des hypothèses qui ont des conséquences sur les montants déclarés à l'actif et au passif, les recettes et les dépenses et la mention d'actifs et de passifs éventuels. Les résultats réels pourraient différer de ces prévisions.

Conversion des devises étrangères.

JPMorgan Chase convertit les éléments de l'actif et du passif et les produits et les charges libellés en devises étrangères en dollars américains en utilisant les taux de change en vigueur.

Les gains et les pertes liés à la conversion des états financiers libellés en monnaie fonctionnelle pour les besoins des déclarations aux Etats-Unis sont inscrits au poste « autres éléments du résultat/ (déficit) global » dans les capitaux propres. Les gains et les pertes afférents à la conversion de transactions libellées en devises autres que la monnaie fonctionnelle, y compris des opérations en dehors des Etats-Unis pour lesquelles la monnaie fonctionnelle est le dollar US, sont portés au compte de résultat consolidé.

Note 7. – Autres produits hors intérêts.

Commissions sur activités de banque d'investissement. — Le tableau ci-dessous détaille les composants des commissions sur activités de banque d'investissement :

Exercice clos au 31 décembre (En millions de \$.)	2016	2015	2014
Placement :			
Actions	1 146	1 408	1 571
Obligations	3 207	3 232	3 340
Total des placements	4 353	4 460	4 911
Conseil	2 095	2 111	1 631
Total commissions banque d'investissement	6 448	6 751	6 542

Les commissions de placement sont comptabilisées comme produits dès que la Société a rendu tous les services à l'émetteur et est en droit de percevoir la commission due, si cette commission n'est pas soumise à d'autres conditions. Les commissions de placement sont nettes de frais de syndication. La Société comptabilise comme produits les commissions perçues au titre des montages de crédit et de ses activités de syndication, dès que les critères de détention, de délai et de rendement sont remplis. Les commissions liées aux activités de conseil sont comptabilisées comme produits lorsque les prestations de services correspondantes ont été exécutées et que les commissions sont dues.

Principales transactions. — Les produits des transactions principales sont déterminés par de nombreux facteurs, parmi lesquels l'écart acheteur/vendeur, qui correspond à la différence entre le prix que la Société est disposée à payer pour acheter un instrument financier ou autre, et le prix auquel elle est disposée à vendre cet instrument. Ils sont également constitués des gains et des pertes réalisés (à la suite de la conclusion ou de l'achèvement de transactions ou de versements en espèces provisoires) et non réalisés (à la suite de l'évolution des estimations) sur des instruments financiers et autres (y compris ceux comptabilisés à la juste valeur), principalement utilisés dans le cadre d'activités de tenue de marché orientées client et des investissements dans des capitaux privés. Dans le cadre des activités de tenue de marché orientées client, la Société négocie des actions et obligations, des produits dérivés et des matières premières (y compris des stocks physiques de matières premières et des instruments financiers dérivés de matières premières).

Les produits issus des principales transactions englobent également certains gains et pertes réalisés et non réalisés se rapportant aux opérations de couverture et aux activités spécifiques de gestion de risques, parmi lesquelles : (a) certains produits dérivés désignés dans les relations ouvrant droit à couverture (principalement des couvertures à leur juste valeur des matières premières et du risque de change), (b) certains produits dérivés utilisés à des fins de gestion de risques spécifiques, principalement pour limiter le risque de crédit, le risque de change et le risque lié aux matières premières et (c) d'autres produits dérivés. Pour obtenir de plus amples informations sur la classification des gains et des pertes sur les produits dérivés dans le compte de résultat, se reporter à la Note 6.

Sur le plan financier, la Société effectue des transactions portant sur des produits dérivés négociés de gré à gré (par exemple les swaps, opérations à terme, options) et les produits dérivés négociés sur une place boursière, qui réfèrent un vaste éventail de matières premières sous-jacentes. Sur le plan physique, la Société achète et vend principalement des métaux précieux et de base, et peut détenir des stocks d'autres matières premières dans le cadre d'accords financiers et autres avec des clients. Avant la vente en 2014 de certaines parties de son activité matières premières, la Société était également engagée dans l'acquisition, la cession, le transport et le stockage d'électricité, de gaz, de gaz naturel liquéfié, de charbon, de pétrole brut, de produits raffinés. Les stocks de matières premières sont généralement comptabilisés à la plus basse des valeurs entre le coût d'achat et la valeur du marché (la valeur du marché correspond approximativement à la juste valeur), sous réserve de corrections liées à la comptabilisation de la couverture à la juste valeur, les gains et les pertes réalisés ainsi que les pertes non réalisés étant enregistrés dans les produits des transactions principales.

Le tableau suivant présente tous les gains et pertes réalisés et non réalisés enregistrés dans les produits des transactions principales. Il ne comprend pas les produits d'intérêts et charges d'intérêts sur les actifs et passifs de transactions, qui font partie intégrante de la performance générale des activités de tenue de marché orientées client. Pour obtenir de plus amples informations sur les produits d'intérêts et charges d'intérêts, se reporter à la Note 8. Les produits des transactions sont principalement présentés par type d'instrument. Les activités de tenue de marché orientées client de la Société utilisent divers types d'instruments selon leurs activités de tenue de marché et de gestion des risques associées. En conséquence, les produits des transactions présentés dans le tableau ci-dessous ne sont pas représentatifs des produits totaux de chaque secteur d'activité.

Exercice clos au 31 décembre (En millions de \$.)	2016	2015	2014
Produits des transactions par type d'instrument :			

Taux d'intérêt	2 325	1 933	1 362
Crédit	2 096	1 735	1 880
Change des devises	2 827	2 557	1 556
Actions	2 994	2 990	2 563
Matières premières (a)	1 067	842	1 663
Total des produits des transactions	11 309	10 057	9 024
Gains sur investissements privés (a)	257	351	1 507
Principales transactions	11 566	10 408	10 531

(a) Inclut les produits des investissements privés détenus dans l'activité « Private Equity » Corporate et aussi de ceux détenus dans d'autres segments d'activité.

Commissions sur prêts et dépôts. — Le tableau ci-dessous détaille les composants des commissions sur activités de banque d'investissement :

Exercice clos au 31 décembre (En millions de \$.)	2016	2015	2014
Commissions sur prêts	1 114	1 148	1 307
Commissions sur dépôts	4 660	4 546	4 474
Total des commissions sur prêts et dépôts	5 774	5 694	5 801

Cette catégorie de produits couvre les commissions sur les engagements de prêts, les lettres de crédit de soutien, les garanties financières, les commissions de dépôt se substituant aux montants bloqués en garantie, les activités ou transactions liées à la gestion de trésorerie, les comptes de dépôt et les autres activités de gestion des crédits. Ces commissions sont enregistrées durant la période au cours de laquelle le service correspondant est fourni.

Gestion d'actifs, administration et commissions. — Le tableau suivant détaille les composants de la gestion d'actifs, de l'administration et des commissions de la société :

Exercice clos au 31 décembre (En millions de \$.)	2016	2015	2014
Gestion d'actifs :			
Commissions sur gestion d'investissements (a)	8 865	9 403	9 169
Toutes les autres commissions sur gestion d'actifs (b)	336	352	477
Total des commissions sur gestion d'actifs	9 201	9 755	9 646
Total des commissions sur administration (c)	1 915	2 015	2 179
Autres commissions :			
Commissions de courtage	2 151	2 304	2 270
Toutes les autres commissions	1 324	1 435	1 836
Total des commissions	3 475	3 739	4 106
Total gestion d'actifs, administration et commissions	14 591	15 509	15 931

(a) Représente les commissions acquises sur la gestion d'actifs pour le compte des clients de la Société, y compris des investisseurs dans les fonds parrainés par la Société et des propriétaires de comptes d'investissement gérés distinctement.

(b) Représente les commissions au titre des services qui sont accessoires aux services de gestion des investissements, comme les commissions acquises sur les cessions ou la distribution de fonds mutuels aux clients.

(c) Comprend principalement les commissions de garde, de prêts de titre, de gestion de fonds et de certificat de sécurité.

Cette catégorie de produits englobe les commissions sur la gestion d'investissements et les services annexes, les services de garde et de courtage, les primes d'assurance ainsi que les autres commissions et produits. Ces commissions sont enregistrées durant la période au cours de laquelle le service correspondant est fourni. Les commissions basées sur la performance, qui sont perçues en cas de dépassement de certains seuils ou objectifs de résultats, sont acquises et comptabilisées à la clôture de la période fixée pour la réalisation des objectifs. La Société a des accords contractuels avec des tiers pour la fourniture de certains services se rapportant à ses activités de gestion d'actifs. Les montants qui sont payés aux prestataires de service tiers sont enregistrés de manière à ce que les commissions de gestion d'actifs soient comptabilisées brutes des paiements faits aux tiers.

Commission sur crédits hypothécaires et produits associés. — Cette catégorie de produits reflète principalement les produits issus des activités de production et de gestion de Crédits Hypothécaires de CCB, qui comprennent les commissions et les produits issus des crédits hypothécaires constitués à des fins d'investissement, les cessions et la gestion de crédits hypothécaires y compris les pertes se rapportant au rachat des prêts précédemment cédés, l'impact des activités de gestion de risques associés à la filière du crédit hypothécaire, les prêts avec dépôts (warehouse loan), les produits issus de la gestion des Crédits Hypothécaires et les produits se rapportant aux intérêts résiduels détenus qui proviennent des titrisations de crédits hypothécaires. Cette catégorie de produits comprend également les gains et pertes sur les cessions et les ajustements à la plus faible des valeurs entre le coût d'achat et la juste valeur pour les prêts hypothécaires détenus pour la vente, ainsi que les variations de la juste valeur des prêts hypothécaires constitués dans l'intention de les vendre et évalués à leur juste valeur en application de l'option de la juste valeur. Les variations de la juste valeur des droits sur la gestion des crédits hypothécaires de CCB sont enregistrées dans les commissions sur crédits hypothécaires et produits associés. Pour obtenir de plus amples informations sur les produits issus de la gestion des crédits hypothécaires. Les produits d'intérêts nets issus des prêts hypothécaires sont enregistrés dans les produits d'intérêts.

Produits des cartes bancaires. — Cette catégorie de produits comprend les produits d'interchange issus des cartes de crédit et de débit et les commissions nettes perçues sur le traitement des transactions effectuées par les commerçants avec les cartes de crédit. Les produits liés aux cartes

bancaires sont enregistrés lorsqu'ils sont perçus. Les charges liées aux programmes de primes sont enregistrées lorsque les primes sont perçues par le client et comptabilisées comme produits d'interchange. Les commissions annuelles et les coûts directs d'attribution de crédit sont différés et enregistrés selon une méthode linéaire sur une période de 12 mois.

— Contrats de partage des produits issus de cartes bancaires : La Société a conclu des contrats avec de nombreux partenaires utilisant une marque commune, qui accordent à la Société des droits exclusifs de faire des affaires avec les membres ou les clients de ces partenaires. Ces partenaires adhèrent aux programmes de cartes bancaires et fournissent leurs listes de clients et de membres à la Société. Ils peuvent également mener des activités marketing et fournir des primes en application des différents programmes de cartes bancaires. Les durées de ces contrats varient généralement de cinq à dix ans.

La Société effectue généralement des versements d'intéressements aux partenaires sur la base des ouvertures de nouveaux comptes, des volumes de facturation et du coût des activités marketing et des primes des partenaires. Les versements effectués sur la base des ouvertures de nouveaux comptes sont enregistrés comme des coûts directs de constitution de prêt. Les versements aux partenaires basés sur les volumes de facturation sont déduits des produits d'interchange lorsque le produit est perçu. Les versements fondés sur les efforts marketing entrepris par les partenaires sont passés en charge par la Société au moment où ils sont encourus et sont enregistrés comme charges hors intérêts.

Autres produits. — Les autres produits du compte de résultat consolidé de la Société sont les suivants :

Exercice clos au 31 décembre (En millions de \$.)	2016	2015	2014
Produits issus des contrats de location-exploitation	2 724	2 081	1 699

Les produits issus des contrats de location-exploitation sont enregistrés selon une méthode linéaire sur la durée du bail.

Note 14. – Prêts.

Cadre de la comptabilisation d'un prêt. — La comptabilisation d'un prêt dépend de la stratégie de gestion du prêt et du fait de savoir si la recouvrabilité du prêt était compromise à sa date d'acquisition. La Société comptabilise les prêts selon les catégories suivantes :

- prêts constitués ou acquis, détenus à des fins d'investissement (« c'est-à-dire conservés »), autres que les prêts acquis compromis (PCI en anglais),
- prêts détenus pour la vente,
- prêts à leur juste valeur,
- prêts acquis compromis détenus à des fins d'investissement.

La comptabilisation de ces catégories de ces prêts est détaillée ci-dessous :

— Prêts détenus à des fins d'investissement (autres que des prêts acquis compromis) : Les prêts constitués ou acquis détenus à des fins d'investissement, autres que les prêts acquis compromis, sont comptabilisés à hauteur du montant du principal restant dû, net des sommes suivantes : les dépréciations, les intérêts applicables au principal (pour les prêts comptabilisés selon la méthode du recouvrement des coûts), les escomptes et les primes non amortis, et les commissions ou charges sur prêts différés. Les prêts liés aux cartes de crédit englobent également les charges financières facturées et les commissions, nettes de provision pour montants irrécouvrables.

— Produits des intérêts : Les produits des intérêts sur les prêts détenus à des fins d'investissement, autres que les prêts acquis compromis, courent et sont enregistrés en tant que produits d'intérêt au taux d'intérêt contractuel. Les escomptes ou primes sur le prix d'achat ainsi que les commissions ou charges sur prêts différés sont amortis dans les produits d'intérêts sur toute la durée du prêt pour produire un taux de rendement constant.

— Les prêts non productifs : Les prêts non productifs sont des prêts pour lesquels la comptabilisation des intérêts a été suspendue. Les prêts (autres que les prêts liés aux cartes bancaires et certains crédits à la consommation assurés par les agences du gouvernement américain) sont classés comme non productifs si le paiement intégral du principal ou des intérêts est incertain, ou si le principal ou les intérêts sont échus depuis au moins 90 jours, sauf si le prêt est à la fois bien couvert par une garantie et en cours de recouvrement. Un prêt est considéré comme échu lorsque le versement minimum n'est pas réglé par l'emprunteur à la date d'échéance contractuelle mentionnée ou pour certains prêts (par ex. les prêts immobiliers résidentiels), lorsqu'une échéance mensuelle est due et demeure impayée pendant au moins 30 jours. Au final, les prêts dépendant d'une garantie sont généralement maintenus non productifs.

Dès qu'un prêt est classé non productif, tous les intérêts courus mais non recouverts sont déduits des produits d'intérêts à la date où le prêt a été classé non productif. En outre, l'amortissement des montants différés est suspendu. Dans certains cas, les produits d'intérêts sur les prêts non productifs sont enregistrés uniquement dans la mesure où ils sont perçus en numéraire (c'est-à-dire, en espèce) lorsque le solde du prêt est considéré comme recouvrable en totalité. Cependant, lorsque le recouvrement du solde du prêt est jugé incertain, tous les versements d'intérêts en numéraire reçus viennent en déduction de la valeur comptable de ces prêts (selon la méthode du recouvrement des coûts). Concernant les prêts à la consommation, l'application de cette pratique amène généralement la Société à comptabiliser les produits d'intérêts sur les prêts à la consommation non productive sur la base du numéraire.

Un prêt peut être de nouveau déclaré productif si son remboursement est raisonnablement assuré et s'il est prouvé que les conditions du prêt, ou du prêt restructuré, le cas échéant, sont respectées.

Conformément à la directive réglementaire, les prêts liés aux cartes de crédit ne peuvent généralement pas être classés comme non productifs. En conséquence, les intérêts et les commissions liés aux cartes bancaires continuent à courir jusqu'à ce que le prêt soit passé en perte ou remboursé en totalité. Cependant, la Société constitue une provision distincte pour la partie estimée irrécouvrable des produits d'intérêts et commissions acquis sur les prêts liés aux cartes bancaires. La provision est considérée comme une charge sur les produits d'intérêts et enregistrée comme une dépréciation par rapport aux prêts.

— Provisions pour pertes sur prêt : La provision pour pertes sur prêt représente l'estimation du montant probable des pertes sur les prêts détenus à des fins d'investissement à la date du bilan. Elle est comptabilisée au bilan comme une contrepartie d'actif, ramenant l'investissement à la valeur

nette comptable. Les modifications de la provision pour pertes sur prêt sont comptabilisées dans la rubrique Provision pour pertes sur crédit du Compte de Résultat Consolidé de la Société. Se reporter à la Note 15 pour obtenir de plus amples informations sur les politiques comptables de la Société en matière de provision pour pertes sur crédit.

— Dépréciations : Les crédits à la consommation autres que les prêts de banque d'affaires à risque, les prêts automobiles à risque et les prêts acquis compromis sont généralement passés en perte (charge-off) ou ramenés à la valeur de réalisation nette de la garantie de base (c'est-à-dire la juste valeur moins les coûts de vente), et imputés à la provision pour pertes sur prêt lorsqu'ils atteignent certains niveaux de défaillance spécifiques, conformément aux normes du Federal Financial Institutions Examination Council, (« FFIEC »). Les prêts immobiliers, les prêts liés aux cartes de crédit non-modifiés et les prêts de banque d'affaires à risque sont généralement passés en perte au plus tard à la date du 180^{ème} jour d'impayé. Les prêts automobiles, les prêts aux étudiants et les prêts liés aux cartes de crédit modifiés sont passés en perte à la date au plus tard du 120^{ème} jour d'impayé.

Certains prêts à la consommation seront passés en perte plus tôt que les normes de la FFIEC dans les circonstances suivantes :

– Une dépréciation est constatée lorsqu'un prêt est modifié dans le cadre d'une restructuration pour créance douteuse si le prêt est jugé dépendant d'une garantie.

– Les prêts consentis aux emprunteurs qui ont subi un événement (par ex. un dépôt de bilan) laissant craindre une perte certaine ou très probable, font l'objet d'une procédure de dépréciation accélérée. Les prêts immobiliers et les prêts automobiles sont passés en perte lorsque le prêt est impayé depuis 60 jours, ou avant si le prêt est jugé dépendant d'une garantie. Les crédits liés aux cartes de crédit, les prêts étudiants et les prêts de banque d'affaires à risque sont passés en perte dans les 60 jours suivant la réception de la notification de la demande de dépôt de bilan ou d'un autre événement.

– Les prêts automobiles sont ramenés à la valeur de réalisation nette en cas de reprise du véhicule et après qu'une période dite de remboursement (c'est-à-dire, la période pendant laquelle un emprunteur peut régulariser le prêt) ait expiré.

Sauf dans certaines circonstances limitées, la Société ne comptabilise généralement pas les dépréciations sur les prêts garantis par l'Etat.

Les prêts aux entreprises, les prêts de banque d'affaires à risque et les prêts automobiles à risque sont passés en perte quand il devient certain qu'une perte a été réalisée, y compris dans les situations où un prêt est considéré à la fois comme compromis et dépendant d'une garantie. La décision de comptabiliser en perte dépend de plusieurs facteurs, parmi lesquels l'ordre de priorité de la créance de la Société en cas de faillite, les attentes liées à la restructuration du prêt et l'évaluation des fonds propres de l'emprunteur ou de la garantie du prêt.

Lorsqu'un prêt est ramené à la valeur de réalisation nette estimée, l'estimation de la juste valeur de la garantie dépend du type de garantie (par ex., titres, bien immobilier). Lorsque la garantie est constituée de titres liquides, la juste valeur est établie sur la base des cours de la bourse ou des cotations des courtiers. Pour les titres non liquides ou les autres actifs financiers, la juste valeur de la garantie est évaluée à l'aide d'un modèle d'actualisation des flux de trésorerie.

S'agissant des prêts immobiliers résidentiels, les valeurs des garanties sont établies sur la base de sources d'évaluation externes. Lorsqu'il devient probable qu'un emprunteur n'a pas la capacité ou la volonté de payer, la Société sollicite l'avis d'un professionnel sur le prix du bien immobilier, basé uniquement sur l'extérieur (« estimations extérieures »), qui est mis à jour ensuite au moins tous les six mois. Dès que possible après la réception du bien immobilier par la Société en règlement d'une dette (par ex., en obtenant un titre officiel ou la possession matérielle), généralement au moyen d'une saisie immobilière ou de la signature d'un acte avec l'emprunteur en remplacement d'une saisie immobilière, la Société procède à une expertise basée sur une inspection incluant l'intérieur du bien (« estimations intérieures »). Les estimations extérieures et intérieures sont actualisées compte-tenu de l'expérience de la Société dans les valeurs réelles de liquidation par rapport aux valeurs estimées, en prenant en considération les facteurs spécifiques liés à la situation et au produit.

Concernant les prêts immobiliers commerciaux, les valeurs des garanties sont généralement établies sur la base d'expertises provenant de sources d'évaluation internes et externes. Les valeurs des garanties sont généralement actualisées tous les six à douze mois, à partir d'une nouvelle expertise ou via une analyse interne, conformément aux pratiques de la Société. La Société prend également en considération des facteurs spécifiques à l'emprunteur et au marché, qui peuvent nécessiter d'obtenir plus régulièrement des estimations actualisées ou des avis de professionnels.

— Prêts détenus pour la vente : Les Prêts détenus pour la vente sont comptabilisés à la plus basse des valeurs entre le coût d'achat et la juste valeur, les variations de la valeur étant enregistrées dans la rubrique produits hors intérêts. Pour les prêts à la consommation, l'évaluation est réalisée sur la base du portefeuille. Pour les prêts aux entreprises, l'évaluation est réalisée prêt par prêt.

Les produits d'intérêts sur les prêts détenus pour la vente courent et sont enregistrés au taux d'intérêt contractuel.

Les commissions ou frais de montage des prêts et les escomptes ou primes sur le prix d'achat sont reportés sur un compte de contrepartie pour le prêt (contra loan account) jusqu'à la cession du prêt. Les commissions et escomptes ou primes reportés constituent un ajustement par rapport à la base du prêt et sont donc intégrés dans la détermination périodique de la plus faible des valeurs entre l'ajustement du coût d'achat et l'ajustement de la juste valeur et/ou des gains ou pertes enregistrées à la date de la cession.

Les prêts détenus pour la vente sont soumis aux pratiques en matière de prêt non productif décrites ci-dessus.

Etant donné que les prêts détenus pour la vente sont enregistrés à la plus basse des valeurs entre le coût d'achat et la juste valeur, les pratiques de la Société en matière de provision pour pertes sur prêt et de dépréciation ne s'appliquent pas à ces prêts.

— Prêts à la juste valeur : Les prêts utilisés dans le cadre d'une stratégie de tenue de marché ou dont le risque est géré sur la base de leur juste valeur sont évalués à leur juste valeur, les variations étant comptabilisées dans les produits hors intérêts.

Les produits d'intérêts courent et sont comptabilisés au taux d'intérêt contractuel. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les produits hors intérêts. Les commissions de montage des prêts sont enregistrées d'avance dans les produits hors intérêts. Les coûts de montage d'un prêt sont enregistrés dans la catégorie des charges associées lorsqu'ils sont encourus.

Comme ces prêts sont enregistrés à leur juste valeur, les pratiques de la Société en matière de provision pour pertes sur prêt et de dépréciation ne s'appliquent pas à ces prêts.

— Prêts acquis compromis : Les prêts acquis compromis détenus à des fins d'investissement sont initialement évalués à leur juste valeur. Les prêts acquis compromis sont des prêts pour lesquels il y a des preuves de détérioration du crédit depuis la date de montage du prêt et pour lesquels il est probable que, lors de leur acquisition, tous les paiements exigibles contractuellement ne seront pas recouverts. Comme les prêts acquis compromis sont initialement évalués à leur juste valeur, qui comprend une estimation des pertes sur crédit futures, aucune provision pour pertes sur prêt se rapportant à des prêts acquis compromis n'est enregistrée à la date d'acquisition. Se reporter à la page 219 de la présente Note pour obtenir des informations sur la comptabilisation des prêts acquis compromis consécutivement à leur acquisition.

Changements de classification des prêts. — Les prêts détenus à des fins d'investissements que la direction décide de céder sont transférés dans le portefeuille des prêts détenus pour la vente, à la plus basse des valeurs entre le coût d'achat et la juste valeur à la date du transfert. Les pertes liées à ces crédits sont imputées sur la provision pour pertes sur prêt, tandis que les pertes liées aux variations des taux d'intérêt ou de change sont enregistrées dans les produits hors intérêts.

Lorsque la direction décide de conserver un prêt se trouvant dans le portefeuille des prêts détenus pour la vente, ce prêt est transféré au portefeuille des prêts détenus à des fins d'investissement, à la plus basse des valeurs entre le coût d'achat et la juste valeur à la date du transfert. Ces prêts sont ensuite dépréciés selon la méthode de provisionnement de la Société.

Modifications des prêts. — La Société cherche à modifier certains prêts dans le cadre de ses activités de réduction des pertes. Ces modifications permettent à JPMorgan Chase de faire une ou plusieurs concessions à un emprunteur qui rencontre des difficultés financières afin de réduire la perte économique de la Société, d'éviter la saisie ou la reprise de la garantie, et de maximiser les paiements versés par l'emprunteur. Les concessions accordées varient selon les programmes et les spécificités de l'emprunteur, et peuvent comprendre des réductions de taux d'intérêt, des extensions de durée, des reports de paiement, des remises de la dette principale ou l'acceptation d'actions ou d'autres actifs en lieu et place de paiements.

Ces modifications sont comptabilisées comme des restructurations de créances douteuses. Un prêt modifié dans le cadre d'une restructuration de créance douteuse est généralement considéré comme compromis jusqu'à ce qu'il arrive à échéance, qu'il soit remboursé ou qu'il soit liquidé autrement, que l'emprunteur applique ou non les conditions modifiées. Dans certains cas limités, le taux d'intérêt effectif applicable au prêt modifié est égal ou supérieur au taux actuel du marché à la date de la restructuration. Dans ces circonstances et dans l'hypothèse où les conditions modifiées du prêt sont ensuite respectées et où la Société espère recouvrer la totalité du principal et des intérêts contractuels, le prêt est classé comme compromis et fait l'objet d'une restructuration de créance douteuse uniquement pendant l'année de la modification. Au cours des années suivantes, le prêt n'est plus considéré comme compromis ni soumis à une restructuration de créance douteuse tant que le remboursement du prêt restructuré conformément aux conditions modifiées est raisonnablement assuré.

Les prêts, sauf ceux liés à des cartes bancaires, modifiés dans le cadre d'une restructuration de créance douteuse sont généralement classés comme non productifs, bien que dans la plupart des cas, ces prêts étaient déjà classés non productifs avant la modification. Ces prêts peuvent redevenir productifs (avec reprise du cours des intérêts) si les critères suivants sont remplis : (a) l'emprunteur a appliqué les conditions modifiées pendant une période de six mois minimums et/ou a procédé à six paiements et (b) la Société considère que le remboursement du prêt modifié est raisonnablement assuré sur la base, par exemple, de la capacité d'endettement et du niveau des futurs revenus de l'emprunteur, des valeurs des garanties, des ratios d'endettement et d'autres paramètres concernant le marché actuel. Dans certaines circonstances limitées et bien définies dans lesquelles un prêt est en cours à la date de la modification, ce prêt ne sera pas classé comme non productif à la date de la modification.

Puisque les prêts restructurés pour créance douteuse sont considérés comme compromis, ils font l'objet d'une dépréciation en utilisant la méthode de provisionnement spécifique à chaque actif, qui prend en compte les taux de re-défaillance escomptés sur les prêts modifiés. Un prêt restructuré pour créance douteuse reste soumis à cette méthode pendant le reste de sa durée de vie, qu'il redeviennent ou non productif et/ou qu'il soit ou non retiré des prêts compromis (prêts restructurés aux taux du marché).

Bien saisi. — La Société acquiert les biens des emprunteurs dans le cadre de restructurations de prêts et de saisies. Les biens acquis peuvent inclure un bien immobilier (par ex. un bien immobilier résidentiel, un terrain et des bâtiments), un bien commercial et un bien personnel (par ex. automobiles, avion, autorail et navires).

La Société comptabilise le bien saisi dès la réception des actifs en règlement d'une dette (par exemple lors de l'obtention du titre de propriété ou de la prise de possession physique du bien). Concernant les prêts garantis par des biens immobiliers, la Société enregistre généralement l'actif reçu lors de la cession dans le cadre de la procédure de saisie ou lors de la signature d'un acte avec l'emprunteur en remplacement de l'opération de saisie. Les actifs saisis sont comptabilisés à la rubrique « autres actifs » du Bilan Consolidé et enregistrés initialement à la juste valeur moins les coûts de la vente. Chaque trimestre, la juste valeur du bien acquis est revue et ajustée, si nécessaire, à la plus faible des valeurs entre le coût d'achat et la juste valeur. Les ajustements ultérieurs de la juste valeur sont imputés ou crédités à la rubrique produits hors intérêts. Les charges de fonctionnement, comme les impôts fonciers et le coût d'entretien, sont imputées au compte « Autres charges ».

Les tableaux suivants résument les soldes des prêts de la Société par segment de portefeuille.

Au 31 décembre 2016 (En millions de \$.)	Consommateurs, hors cartes bancaire	Cartes bancaires (a)	Entreprises	Total
Conservés	364 406	141 711	383 790	889 907 (b)
Détenus pour la vente	238	105	2 285	2 628
A la juste valeur			2 230	2 230
Total	364 644	141 816	388 305	894 765

(a) Inclut les charges financières facturées et les commissions nettes de provision pour montants non recouvrables.

(b) Les prêts (autres que les prêts acquis compromis et ceux pour lesquels l'option de la juste valeur à été choisie) sont présentés nets des gains non acquis, des escomptes et primes non amortis et des charges nettes différées du prêt. Ces montants étaient minimes aux 31 décembre 2016 et 2015.

Au 31 décembre 2015 (En millions de \$.)	Consommateurs, hors cartes bancaire	Cartes bancaires	Entreprises	Total
Conservés	344 355	131 0387	357 050	832 792 (b)
Détenus pour la vente	466	76	1 104	1 646
A la juste valeur			2 861	2 861
Total	344 821	131 463	361 015	837 299

(a) Inclut les charges financières facturées et les commissions nettes de provision pour montants non recouvrables.

(b) Les prêts (autres que les prêts acquis compromis et ceux pour lesquels l'option de la juste valeur à été choisie) sont présentés nets des gains non acquis, des escomptes et primes non amortis et des charges nettes différées du prêt. Ces montants étaient minimes aux 31 décembre 2016 et 2015.

Les tableaux suivants fournissent des informations sur la valeur comptable des prêts acquis, cédés et reclassés pour la vente, conservés pendant les périodes indiquées. Ils excluent les prêts enregistrés à leur juste valeur. La Société gère en permanence son exposition au risque de crédit. La cession des prêts est une méthode utilisée par la Société pour réduire son exposition au risque de crédit.

Au 31 décembre 2016 (En millions de \$.)	Consommateurs, hors cartes bancaire	Cartes bancaires	Entreprises	Total
Achats	(a&b) 4 116		1 448	5 564
Cessions	6 368		8 739	15 107
Prêts conservés reclassés en prêts détenus pour la vente	321		2 381	2 702

(a) Les achats représentent majoritairement le rachat volontaire par la Société de certains prêts non remboursés auprès de regroupements de prêts conformément à ce qui est permis par les recommandations Ginnie Mae. La Société choisit généralement de racheter ces prêts impayés lorsqu'elle continue à les gérer et/ou à administrer le processus de saisie conformément aux exigences en vigueur de Ginnie Mae, de l'administration fédérale du logement (Federal Housing Administration ou « FHA »), des services du logement dans le secteur rural (Rural Housing Services ou « RHS ») et/ou du département américain des affaires des vétérans (« VA »).

(b) Les prêts acquis auprès de correspondants qui avaient été constitués conformément aux normes de souscription de la Société, et qui ont été conservés, sont exclus. Ces acquisitions ont été respectivement de 30,4 milliards de dollars, de 50,3 milliards de dollars et de 15,1 milliards de dollars pour les exercices clos au 31 décembre 2016, 2015 et 2014.

Au 31 décembre 2015 (En millions de \$.)	Consommateurs, hors cartes bancaire	Cartes bancaires	Entreprises	Total
Achats	(a&b) 5 279		2 154	7 433
Cessions	5 099		9 188	14 287
Prêts conservés reclassés en prêts détenus pour la vente	1 514	79	642	2 235

(a) Les achats représentent majoritairement le rachat volontaire par la Société de certains prêts non remboursés auprès de regroupements de prêts conformément à ce qui est permis par les recommandations Ginnie Mae. La Société choisit généralement de racheter ces prêts impayés lorsqu'elle continue à les gérer et/ou à administrer le processus de saisie conformément aux exigences en vigueur de Ginnie Mae, de l'administration fédérale du logement (Federal Housing Administration ou « FHA »), des services du logement dans le secteur rural (Rural Housing Services ou « RHS ») et/ou du département américain des affaires des vétérans (« VA »).

(b) Les prêts acquis auprès de correspondants qui avaient été constitués conformément aux normes de souscription de la Société, et qui ont été conservés, sont exclus. Ces acquisitions ont été respectivement de 30,4 milliards de dollars, de 50,3 milliards de dollars et de 15,1 milliards de dollars pour les exercices clos au 31 décembre 2016, 2015 et 2014.

Au 31 décembre 2014 (En millions de \$.)	Consommateurs, hors cartes bancaire	Cartes bancaires	Entreprises	Total
Achats	(a&b) 7 434		885	8 319
Cessions	6 655		7 381	14 036
Prêts conservés reclassés en prêts détenus pour la vente	1 190	3 039	581	4 810

(a) Les achats représentent majoritairement le rachat volontaire par la Société de certains prêts non remboursés auprès de regroupements de prêts conformément à ce qui est permis par les recommandations Ginnie Mae. La Société choisit généralement de racheter ces prêts impayés lorsqu'elle continue à les gérer et/ou à administrer le processus de saisie conformément aux exigences en vigueur de Ginnie Mae, de l'administration fédérale du logement (Federal Housing Administration ou « FHA »), des services du logement dans le secteur rural (Rural Housing Services ou « RHS ») et/ou du département américain des affaires des vétérans (« VA »).

(b) Les prêts acquis auprès de correspondants qui avaient été constitués conformément aux normes de souscription de la Société, et qui ont été conservés, sont exclus. Ces acquisitions ont été respectivement de 30,4 milliards de dollars, de 50,3 milliards de dollars et de 15,1 milliards de dollars pour les exercices clos au 31 décembre 2016, 2015 et 2014.

Le tableau suivant fournit des informations sur les gains/ (pertes) sur les cessions de prêts par segment de portefeuille, y compris les ajustements à la plus faible valeur entre le coût d'achat et la juste valeur.

Au 31 décembre (en millions de \$.)	2016	2015	2014
Gains nets/ (pertes) sur les cessions de prêts (incluant les ajustements à la plus basse des valeurs entre le coût d'achat et la juste valeur) (a) :			
Consommateurs, hors cartes bancaires	231	305	341
Cartes bancaires	- 12	1	- 241
Entreprises	26	34	101

Total des gains/ (pertes) nets sur les cessions de prêts (incluant l'ajustement à la plus basse des valeurs entre le coût réel et la juste valeur)	245	340	201
<i>(a) Exclut les cessions se rapportant aux prêts comptabilisés à leur juste valeur.</i>			

Note 15. – Provision pour pertes sur crédit.

La provision pour perte sur crédit de JPMorgan Chase concerne les prêts à la consommation, y compris les cartes bancaires (principalement les prêts à objectifs, dits « scored ») et les prêts aux entreprises (à risque). Elle représente l'estimation par la direction des pertes probables inhérentes au portefeuille de prêts de la Société. La provision pour pertes sur prêt comporte une composante spécifique à l'actif, une composante basée sur une formule et une composante liée aux prêts acquis compromis, comme décrit ci-dessous. La direction comptabilise également une provision pour les engagements liés à des prêts aux entreprises et des prêts à la consommation à partir de méthodes similaires à celles qu'elle utilise pour calculer la provision sur les prêts de base. Pendant l'année 2016, la Société n'a pas apporté de changements majeurs aux méthodes et aux pratiques qu'elle utilise pour déterminer sa provision pour pertes sur crédit, ces politiques étant décrites dans les paragraphes suivants.

Déterminer la pertinence d'une provision est complexe et nécessite l'avis de la direction sur des questions intrinsèquement incertaines. Les évaluations ultérieures du portefeuille de prêts, à la lumière des facteurs qui prévalent alors, peuvent entraîner d'importantes modifications des provisions pour pertes sur crédit et des engagements liés aux prêts sur les périodes futures. La provision pour pertes sur crédit est réévaluée au moins une fois par trimestre par le responsable de l'analyse des risques (« Chief Risk Officer »), le directeur financier et le contrôleur de la Société, et discutée avec les comités du conseil d'administration de la Société en charge de la politique des risques et de l'audit. A la date du 31 décembre 2016, JPMorgan a considéré que la provision pour pertes sur crédit était pertinente (c'est-à-dire suffisante pour absorber les pertes sur crédit probables inhérentes au portefeuille).

Composante basée sur une formule. — La composante basée sur une formule repose sur un calcul statistique permettant de couvrir les pertes de crédits inhérentes aux prêts à risque et aux prêts à la consommation, à l'exception des prêts restructurés dans le cadre de restructurations pour créance douteuse et des prêts acquis compromis, qui font respectivement partie de la composante spécifique à l'actif et aux prêts acquis compromis, et évoqués ultérieurement dans la présente Note. Se reporter à la Note 14 sur les restructurations pour créances douteuses et prêts acquis compromis.

— Composante basée sur une formule – prêts à la consommation et certains engagements liés aux prêts : Pour les prêts à la consommation, la provision basée sur une formule pour les pertes de crédit est calculée en appliquant des facteurs de perte statistiques (probabilité de défaillance et gravité des pertes estimées) aux soldes d'investissements comptabilisés ou montants en équivalent crédit avec des caractéristiques de risque similaires sur une période de survenance des pertes, afin de parvenir à une estimation des pertes sur crédit encourues. Les périodes de survenance des pertes peuvent varier selon les produits et évoluer avec le temps : la direction doit évaluer les périodes de survenance des pertes sur la base des informations disponibles en matière de crédits et de tendances. Pour chaque catégorie du portefeuille de prêts, la direction se base sur les tendances en matière de défaillance et d'autres caractéristiques de risque pour estimer les pertes sur crédit totales encourues dans le portefeuille. Elle utilise des méthodes statistiques supplémentaires et prend en compte la performance réelle du portefeuille, y compris les pertes réelles comptabilisées sur les prêts en souffrance et les tendances en matière d'évaluation des garanties, dans le but de déterminer le bien-fondé de l'estimation des pertes. L'impact économique des modifications potentielles des prêts immobiliers résidentiels n'est pas inclus dans le calcul statistique en raison de l'incertitude entourant le type et les résultats de ces modifications.

Le calcul statistique est ensuite ajusté afin de prendre en compte l'imprécision du modèle, des facteurs externes ainsi que des circonstances économiques étant survenues mais n'étant pas encore reflétées dans les facteurs utilisés pour le calcul statistique : ces ajustements sont opérés en partie en analysant l'historique des pertes pour chaque principal segment de produits. Cependant, il est difficile de prédire si l'historique des pertes est révélateur des futurs niveaux de pertes. La direction opère cet ajustement en tenant compte les incertitudes liées aux conditions macroéconomiques et politiques actuelles, à la qualité des normes de souscription, au comportement de l'emprunteur, à l'impact potentiel d'une refonte des amortissements de prêts dans le portefeuille de lignes de crédit hypothécaire (HELOC), ainsi que d'autres facteurs internes et externes pertinents affectant la qualité de crédit du portefeuille. Dans certains cas, les interrelations entre ces facteurs peuvent créer des incertitudes supplémentaires. Par exemple, la performance d'une ligne de crédit hypothécaire faisant l'objet d'une refonte peut être affectée à la fois par la qualité des normes de souscription appliquées lors de la constitution du prêt et par les conditions économiques régnant au moment de la refonte. Pour les produits faisant l'objet de privilèges de rang inférieur, la direction prend en compte le statut des impayés et/ou la modification des privilèges de rang supérieur pour déterminer l'ajustement. La direction exerce son jugement pour la prise en compte des différentes données dans le calcul statistique ainsi que les hypothèses utilisées pour ajuster ce calcul, et le fait de privilégier une donnée ou hypothèse par rapport à une autre, ou de prendre en compte d'autres données ou hypothèses, peut affecter l'estimation de la provision pour pertes de crédit pour le portefeuille des prêts à la consommation.

Globalement, la provision pour pertes de crédit du portefeuille des prêts à la consommation, y compris les cartes de crédit, est sensible à l'évolution de l'environnement économique (par exemple le taux de chômage), aux taux de défaillance, à la valeur de réalisation de la garantie (par exemple les prix des logements), aux pointages FICO, au comportement de l'emprunteur et à d'autres facteurs de risques. Bien que tous des facteurs influent sur les niveaux des provisions, certains peuvent évoluer à des périodes différentes ou à des degrés divers, et il est également possible que l'amélioration d'un facteur compense la détérioration d'un autre. Par ailleurs, ces facteurs peuvent évoluer différemment selon les zones géographiques ou les types de produits. Enfin, il est difficile de prédire dans quelle mesure l'évolution de ces facteurs peut influencer sur la fréquence des pertes, leur gravité ou les deux.

— Composante basée sur une formule – prêts aux entreprises et engagements liés aux prêts : La méthodologie utilisée par la Société pour déterminer la provision pour pertes et engagements liés aux prêts implique d'identifier très tôt les crédits qui se détériorent. La composante basée sur une formule de la provision pour pertes sur prêts aux entreprises et engagements liés aux prêts est calculée en appliquant des facteurs de perte statistiques (estimation de la probabilité de défaillance et de la perte résultant de cette défaillance) aux soldes d'investissements comptabilisés ou au montant en équivalent crédit sur une période de survenance des pertes, afin de parvenir à une estimation des pertes sur crédit encourues.

La Société évalue la solvabilité de l'emprunteur ou de la contrepartie et lui attribue une notation du risque. Les notations du risque sont attribuées lors de la constitution ou de l'acquisition, et ajustées si nécessaire en fonction de l'évolution de la solvabilité. Pour déterminer la notation du risque d'un prêt particulier ou engagement lié à un prêt, on prend en compte des facteurs tels que la capacité d'endettement du débiteur, sa souplesse financière, le niveau de ses revenus, le montant et les sources de remboursement, le niveau et la nature des risques, la force de l'équipe dirigeante ainsi que le secteur d'activité et la zone géographique où opère le débiteur. Ces facteurs sont déterminés sur la base d'une analyse des informations actuelles et historiques, et impliquent une évaluation et une interprétation subjectives. Faire prévaloir un facteur sur un autre ou prendre en considération des facteurs supplémentaires pourrait avoir des conséquences sur la notation du risque attribuée par la Société.

Les estimations de la probabilité de défaillance sont basées sur des données externes « dans le circuit » observables, en utilisant les statistiques de défaillance des agences de notation de crédit.

Une estimation de la perte en cas de défaillance est effectuée pour chaque prêt ou engagement lié à un prêt. Cette estimation représente le montant de la perte économique en cas de défaillance du débiteur. Le type de débiteur, la qualité de la garantie et le rang du prêt dans la structure capitalistique du débiteur influent sur l'estimation. Cette dernière est basée sur l'historique des pertes de la Société sur plusieurs cycles de crédit. Les modifications de la période utilisée pour les estimations de la probabilité de défaillance et de la perte résultant de la défaillance (par exemple, une perte à un moment donné par opposition à une vision à plus long terme du cycle de crédit) pourraient également affecter la provision pour pertes sur crédit.

La Société exerce son jugement pour estimer la probabilité de défaillance, la perte résultant de la défaillance, la période de survie des pertes et les montants en équivalent crédit utilisés pour calculer la provision pour pertes sur crédit. Dans la mesure du possible, la Société utilise des données vérifiables indépendantes ou son propre historique des pertes dans ses modèles d'estimation des provisions, mais les différences de caractéristiques entre les prêts ou les engagements liés aux prêts de la Société et les données externes et historiques pourraient affecter les estimations des pertes. Les estimations de la probabilité de défaillance, de la perte résultant de la défaillance, de la période de survie des pertes et des montants en équivalent crédit utilisées sont régulièrement affinées en fonction de l'évolution des données externes ou historiques de la Société. L'utilisation de données, d'estimations ou de méthodologies différentes pourrait modifier le montant de la provision pour pertes sur crédit jugé approprié par la Société.

Les estimations des pertes modélisées appliquées aux prêts aux entreprises et engagements liés aux prêts sont ajustées par la direction en prenant en compte l'imprécision des modèles, les facteurs externes et les événements économiques survenus mais pas encore reflétés dans les facteurs de perte. Ces ajustements sont également estimés sur la base de données historiques sur la probabilité de défaillance et les pertes résultant de cette défaillance. Les facteurs liés aux industries concentrées et en crise sont également incorporés le cas échéant. Ces estimations sont basées sur l'opinion de la direction concernant les incertitudes liées à la conjoncture macroéconomique, à la qualité des normes de souscription ainsi qu'à d'autres facteurs internes et externes affectant la qualité de crédit du portefeuille.

Composante spécifique à l'actif. — La composante spécifique à l'actif concerne les prêts considérés comme compromis, parmi lesquels les prêts modifiés dans le cadre d'une restructuration pour créance douteuse, ainsi que les prêts à risque classés non productifs. Pour calculer la composante spécifique à l'actif, les prêts plus importants sont évalués individuellement tandis que les prêts moins importants sont évalués de manière groupée sur la base de l'historique des pertes des catégories d'actifs respectives. Les prêts à objectifs (principalement les prêts à la consommation) sont regroupés par type de produits, tandis que les prêts à risque (principalement les prêts aux entreprises) sont segmentés selon la notation du risque.

En général, la Société calcule la provision spécifique à l'actif comme la différence entre l'investissement enregistré dans le prêt et la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus, actualisés en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine du prêt. Les modifications ultérieures de la dépréciation sont enregistrées comme un ajustement de la provision pour perte sur crédit. Dans certains cas, la provision spécifique à l'actif est déterminée à partir d'un prix observable sur le marché, et enregistrée à hauteur de la différence entre l'enregistrement enregistré dans le prêt et sa juste valeur. Les prêts compromis dépendant de garanties sont ramenés à la juste valeur de la garantie moins les charges liées à la cession. Pour ces prix compromis, le montant de la provision spécifique à l'actif devant être enregistré le cas échéant dépend de l'investissement enregistré dans le prêt (y compris les dépréciations antérieures), des liquidités attendues et/ou de la juste valeur des actifs.

La composante spécifique à l'actif de la provision pour les prêts compromis modifiés dans le cadre de restructurations pour créances douteuses intègre les effets des intérêts non touchés éventuels dans le calcul de la valeur actualisée, ainsi que l'impact de la modification sur les liquidités devant être générées par le prêt, en tenant compte de la probabilité de nouvelle défaillance. Pour les prêts immobiliers modifiés dans le cadre de restructurations pour créance douteuse, la Société met au point des évaluations de la probabilité de défaillance spécifiques au produit, qui sont appliquées au niveau d'un prêt pour calculer les pertes attendues. En développant ces probabilités de défaillance, la Société prend en compte la relation entre les caractéristiques de solvabilité des prêts de base et certaines hypothèses sur les prix des maisons et le chômage, établies sur la base des données concernant le secteur tout entier. La Société prend également en compte sa propre expérience en matière de pertes, en se basant sur les prêts réels modifiés suite à une nouvelle défaillance. Pour les crédits liés aux cartes de crédit modifiés dans le cadre d'une restructuration pour créance douteuse, les pertes attendues intègrent les nouvelles défaillances prévues basées sur l'expérience passée de la Société, par type de programme de modification. Pour les prêts aux entreprises modifiés dans le cadre d'une restructuration pour créance douteuse, les pertes escomptées intègrent les nouvelles défaillances basées sur l'estimation de la capacité de remboursement de l'emprunteur, conformément aux conditions modifiées.

Les projections des flux de trésorerie sont basées sur des estimations de la gravité des pertes, les évaluations des actifs, les taux de défaillance (y compris les taux de nouvelles défaillances sur les prêts modifiés), les montants et le calendrier de paiement des intérêts ou du principal (y compris tout paiement anticipé escompté) ou d'autres facteurs reflétant les conditions du marché actuelles et futures. Ces estimations dépendent quant à elles de facteurs tels que la durée de la conjoncture économique, des facteurs propres à l'industrie, au portefeuille ou à l'emprunteur, l'issue escomptée des procédures de faillite et, dans certaines circonstances, d'autres facteurs économiques parmi lesquels le niveau des futurs prix des logements. Toutes ces estimations et hypothèses font appel au jugement de la direction et certaines hypothèses sont hautement subjectives.

Prêts acquis compromis. — En relation avec la transaction Washington Mutual, JPMorgan Chase a acquis certains prêts acquis compromis, qui sont comptabilisés comme indiqué dans la Note 14. La provision pour pertes sur prêts pour le portefeuille des prêts acquis compromis est basée sur des estimations trimestrielles du montant du principal et des flux de trésorerie devant être recouvrés durant la durée de vie restante estimée des prêts.

Ces projections des flux de trésorerie sont basées sur des estimations de la gravité des pertes, des taux de défaillance (y compris les taux de nouvelle défaillance sur les prêts modifiés), des montants et du calendrier des paiements anticipés et d'autres facteurs reflétant les conditions du marché actuelles et futures. Ces estimations reposent sur des hypothèses concernant les futurs prix des logements et la durée de la conjoncture économique, entre autres facteurs. Toutes ces estimations et hypothèses font appel au jugement de la direction et certaines hypothèses sont hautement subjectives.

Provision pour pertes sur crédits et informations annexes. — Le tableau ci-dessous résume les informations sur la provision pour pertes sur prêts ainsi que sur les engagements liés aux prêts, et inclut une ventilation des prêts et engagements liés aux prêts par la méthode de la dépréciation.

Exercice clos au 31 décembre	2016				2015				2014			
(En millions de \$.)	Consomma- teurs, hors cartes bancaire	Cartes bancaires	Entreprises	Total	Consomma- teurs, hors cartes bancaire	Cartes bancaires	Entreprises	Total	Consomma- teurs, hors cartes bancaire	Cartes bancaires	Entreprises	Total
Provisions pour pertes sur prêt :												
Solde de départ au 1 ^{er} janvier	5 806	3 434	4 315	13 555	7 050	3 439	3 696	14 185	8 456	3 795	4 013	16 264

Dotations brutes	1 500	3 799	398	5 697	1 658	3 488	95	5 241	2 132	3 831	151	6 114
Reprises brutes	- 591	- 357	- 57	- 1 005	- 704	- 366	- 85	- 1 155	- 814	- 402	- 139	- 1 355
Dotations/ (reprises) nettes	909	3 442	341	4 692	954	3 122	10	4 086	1 318	3 429	12	4 759
Apurement des prêts compromis (a)	156			156	208			208	533			533
Provisions pour pertes sur prêts	467	4 042	571	5 080	- 82	3 122	- 623	3 663	414	3 079	- 269	3 224
Autres	- 10		- 1	- 11		- 5	6	1	31	- 6	- 36	- 11
Solde fin d'exercice au 31 décembre	5 198	4 034	4 544	13 776	5 806	3 434	4 315	13 555	7 050	3 439	3 696	14 185
Provisions pour pertes sur crédits par la méthode de la dépréciation :												
Spécifique à un actif (b)	308	358 (c)	342	1 008	364	460 (c)	274	1 098	539	500 (c)	87	1 126
Basée sur une formule	2 579	3 676	4 202	10 457	2 700	2 974	4 041	9 715	3 186	2 939	3 609	9 734
Prêts compromis acquis	2 311			2 311	2 742			2 742	3 325			3 325
Total des provisions pour pertes sur prêt	5 198	4 034	4 544	13 776	5 806	3 434	4 315	13 555	7 050	3 439	3 696	14 185
Prêts selon la méthode de la dépréciation :												
Spécifiques à un actif	8 940	1 240	2 017	12 197	9 606	1 465	1 024	12 095	12 020	2 029	637	14 686
Basés sur une formule	319 787	140 471	381 770	842 028	293 751	129 922	356 022	779 695	236 263	125 998	323 861	686 122
Prêts compromis acquis	35 679		3	35 682	40 998		4	41 002	46 696		4	46 700
Total des prêts conservés	364 406	141 711	383 790	889 907	344 355	131 387	357 050	832 792	249 979	128 027	324 502	747 508
Prêts compromis dépendants d'une garantie :												
Dotations nettes	98		7	105	104		16	120	133		21	154
Prêts mesurés à la juste valeur de la garantie moins les coûts de vente	2 391		300	2 691	2 566		283	2 849	3 025		326	3 351
Provision pour engagements liés aux prêts												
Solde de départ au 1 ^{er} janvier	14		772	786	13		609	622	8		697	701
Provision pour engagements liés à des prêts			281	281	1		163	164	5		- 90	- 85
Autres	12		- 1	11				2			2	2
Solde fin d'exercice au 31 décembre	26		1 052	1 078	14		772	786	13		609	622
Provision pour engagements liés aux prêts selon la méthode de la dépréciation :												
Spécifique à un actif			169	169			73	73			60	60
Basés sur une formule	26		883	909	14		699	713	13		549	562
Provision totale pour engagements liés à des prêts	26		1 052	1 078	14		772	786	13		609	622
Engagements liés à des prêts selon la méthode de la dépréciation :												
Spécifique à un actif			506	506	58 478	515 518	193	193			103	103
Basé sur une formule	54 797	553 891	367 508	976 196			366 206 (d)	940 202	58 153	525 963	366 778 (d)	950 894
Total des engagements liés à des prêts	54 797	553 891	368 014	976 702	58 478	515 518	366 399	940 395	58 153	525 963	366 881	950 997

(a) Les apurements de prêts acquis compromis sont comptabilisés par rapport aux provisions sur pertes de crédit lorsque les pertes réelles d'un groupe de prêts dépassent les prévisions de pertes qui ont été enregistrées en tant qu'ajustements comptables des acquisitions à la date d'acquisition. Les apurements de prêts acquis compromis sont comptabilisés lorsque le prêt de base est retiré du groupe de prêts (par ex. en cas de liquidation). Au cours du 4^{ème} trimestre 2014, la Société a enregistré un ajustement de 291 millions de dollars pour réduire la provision sur prêts acquis compromis et l'investissement enregistré dans le portefeuille de prêts acquis compromis de la Société, reflétant principalement des modifications dans la remise d'intérêts. Cet ajustement n'a eu aucun impact sur le compte de résultat consolidé de la Société.

(b) Sont compris les prêts à risque évalué qui ont été classés comme non productifs d'intérêts et les prêts qui ont été modifiés dans le cadre d'une restructuration pour créance douteuse.

(c) Les provisions pour pertes sur crédits liés aux cartes bancaires et spécifiques à un actif concernent les prêts qui ont été modifiés dans le cadre d'une restructuration pour créance douteuse. Cette provision est calculée sur la base des taux d'intérêt contractuels de base des prêts et ne prend pas en considération les taux de pénalités qui s'ajoutent.

(d) A compter du 1^{er} janvier 2015, la Société n'inclut plus dans ses engagements liés aux prêts aux entreprises le montant inutilisé des lignes de crédit non engagées, puisque la Société est libre de décider de consentir ou non un prêt conformément à ces lignes de crédit, et que son approbation est généralement requise avant le financement. Les montants des exercices précédents ont été révisés pour coïncider avec la présentation de la période actuelle.

Note 32. – Sur les opérations internationales.

Le tableau suivant présente les éléments du compte de résultat et du bilan de JPMorgan Chase selon les principales zones géographiques dans le monde. La Société définit ses opérations internationales, pour les besoins de cette note, comme des transactions commerciales auxquelles participent des clients situés en dehors des États-Unis. Les informations figurant ci-dessous sont principalement fondées sur le lieu de domiciliation du client, le lieu à partir duquel la relation avec le client est gérée ou le lieu du bureau effectuant la transaction. Cependant, un grand nombre d'opérations américaines de la Société sont impliquées dans des transactions internationales.

En raison du caractère hautement intégré des opérations de la Société, des estimations et des hypothèses subjectives ont été formulées pour répartir les produits et les charges entre les opérations américaines et internationales. Ces estimations et hypothèses sont conformes aux répartitions utilisées pour le compte-rendu par segment, comme indiqué dans la Note 33.

Les actifs à long terme de l'Entreprise pour les périodes présentées ne sont pas considérés par la direction comme significatifs au vu du total des actifs. La majorité des actifs à long terme de la Société sont situés aux États-Unis.

Exercice clos au 31 décembre (En millions de \$.)	Produits (b)	Charges (c)	Résultat avant impôt sur le revenu	Résultat net	Total actifs
2016 :					
Europe/Moyen-Orient et Afrique	13 842	8 550	5 292	3 783	(d) 394 134
Asie et Pacifique	6 112	4 213	1 899	1 212	156 946
Amérique Latine et Caraïbes	1 959	1 632	327	208	42 971
Total international	21 913	14 395	7 518	5 203	594 051
Total Amérique du Nord (a)	73 755	46 737	27 018	19 530	1 896 921
Total	95 668	61 132	34 536	24 733	2 490 972
2015 :					
Europe/Moyen-Orient et Afrique	14 206	8 871	5 335	4 158	(d) 347 647
Asie et Pacifique	6 151	4 241	1 910	1 285	138 747
Amérique Latine et Caraïbes	1 923	1 508	415	253	48 185
Total international	22 280	14 620	7 660	5 969	534 579
Total Amérique du Nord (a)	71 263	48 221	23 042	18 746	1 817 119
Total	93 543	62 841	30 702	24 442	2 351 698
2014 :					
Europe/Moyen-Orient et Afrique	16 013	10 123	5 890	3 935	(d) 481 328
Asie et Pacifique	6 083	4 478	1 605	1 051	147 357
Amérique Latine et Caraïbes	2 047	1 626	421	269	44 567
Total international	24 143	16 227	7 916	5 255	673 252
Total Amérique du Nord (a)	70 969	48 186	22 783	16 490	1 899 022
Total	95 112	64 413	30 699	21 745	2 572 274

(a) Représente principalement les États-Unis.

(b) Le poste Produits est composé des produits d'intérêts nets et des produits hors intérêts.

(c) Le poste Charges est composé des charges hors intérêts et de la provision pour pertes sur crédit.

(d) Le total des actifs pour le R.U. a été respectivement d'environ 310 milliards de dollars, 306 milliards de dollars et 434 milliards de \$ aux 31 décembre 2016, 2015 et 2014.

VII. — Rapport du cabinet d'expertise comptable indépendant pwc.

Au conseil d'administration et aux actionnaires de JPMorgan Chase & Co. :

De notre point de vue, les bilans consolidés et les comptes de résultat consolidés qui s'y rapportent, le résultat global, les variations des capitaux propres et des flux de trésorerie qui sont joints reflètent fidèlement, sur tous les points importants, la situation financière de JPMorgan Chase & Co. et de ses filiales (« la Société ») aux 31 décembre 2016 et 2015 ainsi que les résultats de leurs opérations et leurs flux de trésorerie pour chacun des trois exercices de la période qui s'est achevée le 31 décembre 2016 et ce, en accord avec les principes comptables généralement admis aux États-Unis. Nous considérons également que la Société a exercé, sur tous les points importants, un contrôle interne efficace sur le reporting financier jusqu'au 31 décembre 2016, sur la base des critères fixés par le COSO, le comité des sponsors (Committee of Sponsoring Organizations) de la Commission Treadway dans son « Cadre intégré 2013 du Contrôle interne ». La direction de la Société est responsable de l'établissement de ces états financiers, du maintien d'un contrôle interne efficace sur le reporting financier et de l'évaluation de l'efficacité de ce contrôle interne qui figure dans le « Rapport de la direction sur le contrôle interne du reporting financier » joint. Notre responsabilité consiste à émettre des avis sur ces états financiers ainsi que sur le contrôle interne du reporting financier exercé par la Société, sur la base de nos audits effectués sur place. Nous avons mené nos audits conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes exigent que nous planifions et réalisons nos audits de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent aucune anomalie importante et que le reporting financier a fait l'objet d'un contrôle interne efficace sur tous les points importants. Nos audits des états financiers comprennent l'examen par sondages des justificatifs des montants et des informations contenus dans les états financiers, l'évaluation des principes comptables appliqués ainsi que des principales évaluations formulées par la direction, de même que l'évaluation de la présentation de l'état financier global. Notre audit du contrôle interne du reporting financier a inclus l'obtention d'explications sur ce contrôle interne du reporting financier, l'évaluation du risque d'une défaillance importante, la vérification et l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle du contrôle interne par rapport au risque évalué. Dans nos audits, nous appliquons également d'autres procédures jugées nécessaires compte-tenu des circonstances. Nous estimons que nos audits constituent une base raisonnable pour nous permettre de nous forger une opinion. La procédure de contrôle interne du reporting financier d'une société est conçue pour apporter une garantie raisonnable de la fiabilité du reporting financier et de l'établissement des états financiers à des fins externes conformément aux principes comptables généralement admis. Le contrôle interne exercé par une société sur le reporting financier comprend les politiques et les procédures qui (i) concernent la tenue de documents reflétant fidèlement, avec exactitude et de manière raisonnablement détaillée, les transactions et cessions d'actifs de la Société, (ii) garantissent que les transactions sont consignées de manière à permettre l'établissement des états financiers en accord avec les principes comptables généralement admis et que les recettes et dépenses de la Société sont effectuées uniquement

avec les autorisations de la direction et des administrateurs de la société et (iii) apportent une garantie raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps d'une acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la Société pouvant avoir un effet préjudiciable sur les états financiers. Le contrôle interne du reporting financier ayant ses limites, il peut ne pas empêcher ou détecter les déclarations inexactes. En outre, toute projection de l'évaluation de l'efficacité dans le futur est confrontée au risque que les contrôles puissent s'avérer inappropriés du fait du changement des conditions ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures puisse avoir diminué.

PricewaterhouseCoopers LLP.

Le 28 février 2017.

VIII. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la succursale.

1704501